

Les éléments que nous apporte un camarade de l'ODJ

## Solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple et de la jeunesse burkinabé !

### L'ODJ engagé dans les luttes qui se développent dans tous les secteurs

En octobre 2014, au Burkina Faso, Blaise Compaoré, au pouvoir depuis près de 30 ans, a été chassé par un soulèvement populaire. Les jeunes ont été très actifs dans cette insurrection. Aujourd'hui, tout comme les syndicalistes et l'ensemble des forces progressistes et révolutionnaires, ils ne veulent pas se laisser voler leur victoire. L'UJR a rencontré un camarade de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ) qui en témoigne :

Des luttes ont lieu dans plusieurs secteurs de la vie qui touchent aux intérêts de la jeunesse. C'est les cas des luttes autour du foncier rural. Celle qui se déroule actuellement à

Koukoufoanou, dans la province de Gourma, à l'Est du Burkina est emblématique.

Ce village de 7 000 habitants, fondé il y a 35 ans, est menacé de destruction car, pour son malheur, il est assis sur un site minier. Le 22 avril, le gouvernement a donné 8 jours aux villageois pour déguerpir. Un comité de l'ODJ est présent. Il a immédiatement lancé une campagne de sensibilisation et d'information. Avec le soutien de la section du Gourma, il a organisé une grande marche de protestation, le 28 avril 2015 à Fada N'Gourma, chef-lieu de la commune, situé à une quarantaine de kilomètres. Cette grande manifestation a réuni plus de 4 000 personnes. Face à

la détermination et à l'indignation populaire, les autorités ont opéré un recul momentané. Cependant, le 21 mai au petit matin, les forces de l'ordre ont investi deux quartiers du village qu'elles ont incendiés. Près d'une centaine de concessions ont ainsi disparu dans les flammes, laissant sans abri des centaines de femmes et d'enfants. En ce moment même, les populations s'organisent pour porter secours aux victimes de ces incendies mais Koukoufoanou ne s'avoue pas vaincu ; l'organisation et la résistance continuent.

La situation de Koukoufoanou est loin d'être unique. Plusieurs villages du pays sont régulièrement déguerpis par les autorités parce que instal-

lés sur des sites miniers dont des compagnies étrangères ont acquis le permis d'exploitation. Rien que le 31 mai, trois villages à l'ouest du pays, dans la province du Tuy, ont été ainsi incendiés par les autorités, là également malgré une grande marche de protestation de l'ODJ qui, l'avant-veille, avait paralysé Houndé, le chef-lieu de la province.

Dans les villes, l'ODJ est impliquée dans les actions quotidiennes menées autour de questions essentielles pour la population : l'eau et l'électricité, le partage des parcelles...

Dans les régions cotonnières la situation est très tendue et des mouvements risquent de s'engager. ★

### Le peuple refuse de se laisser endormir par la transition et continue la lutte pour un changement véritable en sa faveur

Lorsque l'insurrection populaire a chassé Blaise Compaoré, un gouvernement de « transition » a été mis en place par l'Armée avec le soutien de la France et de quelques leaders politiques burkinabè qui s'étaient éloignés de Compaoré dans la dernière période. Des élections sont prévues pour octobre 2015. L'ODJ nous a apporté son éclairage :

Le gouvernement de transition accuse tous ceux qui luttent de vouloir saboter la transition. Mais le peuple n'a jamais renoncé à la lutte. Le front social demeure très actif. Les orpailleurs, les ouvriers des mines, les travailleurs de la fonction publique et ceux du privé se mobilisent. A la Brakina, brasserie du groupe français Castel, où plus de 90 % des ouvriers ont moins de 25 ans, les grévistes ont obtenu une augmentation des salaires

de 15% : une première au Burkina ! La grève des transporteurs routiers a privé les centrales thermiques de carburant pendant trois jours et a tout paralysé. Les étudiants sont en lutte pour la suspension du système LMD. Faute d'enseignants et de locaux, il faut, en effet, en moyenne six ans pour boucler une licence qui se fait normalement en trois ans.

Le premier tour des élections, présidentielles et législatives couplées, est prévu pour le 11 octobre. Les forces politiques bourgeoises qui ont participé à la mobilisation contre la réforme constitutionnelle qui visait à établir une présidence à vie de Blaise Compaoré, présentent des candidats. C'est le cas du MPP, parti « d'opposition » constitué en janvier 2014 dont les dirigeants sont tous d'anciens collaborateurs de Blaise Compaoré. Salif Diallo, par exemple, doit rendre

des comptes dans l'affaire Dabo Boukary. En mai 1990, une grève avait lieu sur le campus de Ouagadougou, déclenchée par l'Association des étudiants burkinabè (ANEB), dans le cadre d'une mobilisation contre les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale. Les militaires sont entrés sur le campus pour disperser un meeting. C'est Salif Diallo, lui-même ancien dirigeant étudiant, qui aurait donné les noms de tous ceux qui ont été arrêtés et conduits dans les locaux du sinistre « Conseil de l'Entente », où Dabo Boukary a été torturé à mort. L'UPC présente également des candidats. Cette formation adepte du libéralisme a pour leader Zéphirin Diabré, un ancien commis d'AREVA. Les différentes formations sankaristes ont, pour leur part, investi un candidat commun pour les pré-

sidentielles. Il y a une polémique au sein des forces de la « transition » autour de la question des candidatures. Le nouveau code électoral adopté le 7 avril interdit aux partisans de l'ancien président de participer aux scrutins d'octobre. Il contient des dispositions contre tous ceux qui ont soutenu le projet de modification de l'article 37 de la constitution. Mais les pro-Blaise n'ont pas renoncé et, s'ils l'emportent, ils ne feront aucun cadeau à ceux qui les ont lâchés. S'ils ne gagnent pas, ces derniers signent leur arrêt de mort... Voilà pourquoi beaucoup de jeunes disent : « ils vont se taper dessus ! » Un des acquis pour le mouvement démocratique révolutionnaire, c'est l'acceptation des candidatures indépendantes, aux élections législatives et municipales (des luttes ont été menées sur cette question depuis 2007). ★

### A propos de l'ingérence de l'impérialisme français !

Le Burkina sert de base arrière à l'armée française pour ses interventions dans la région. Pour arranger une transition qui préserve ses intérêts, la France a activé tous les leviers dont elle dispose sur place : son ambassadeur à Ouagadougou, qui se comporte comme un véritable gouverneur du temps des colonies, les forces du COS (Commandement des Opérations Spéciales françaises) qui y sont stationnées depuis 2010... L'UJR dénonce

l'ingérence politique et économique de la France au Burkina Faso et réclame avec force le retrait des militaires français du Burkina. L'ODJ nous a expliqué comment cette question était posée.

Le retrait des troupes françaises est une question posée chaque jour dans les débats, dans les meetings... Cela ne s'est pas traduit par des manifestations de rue contre la présence militaire française, mais les faits déblaient

le terrain. C'est l'armée française qui a organisé l'exfiltration de Blaise et les gens se disent que pour que Blaise puisse être jugé, il faut que l'armée française le lâche ! Quand nous utilisons le français, nous employons le mot « impérialisme » pour dénoncer le système de domination économique, politique, culturelle et militaire qui maintient notre pays dans la dépendance. En moré et dans les langues nationales, ce mot n'existe pas. Nous

le traduisons concrètement en disant que nous ne sommes pas un pays indépendant, que nous sommes un pays dominé en prenant, en exemples, les bases militaires françaises et américaines qui sont des forces de surveillance et, potentiellement, de répression des luttes révolutionnaires, le pillage des ressources naturelles du pays, notamment l'or, par les multinationales étrangères avec la complicité de l'Etat néocolonial,.... ★